

La fin de l'immobilisme en Albanie? (Note)

Jean-Michel De Waele

Volume 21, Number 1, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702622ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702622ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

De Waele, J.-M. (1990). La fin de l'immobilisme en Albanie? (Note). *Études internationales*, 21(1), 81–92. <https://doi.org/10.7202/702622ar>

NOTES

La fin de l'immobilisme en Albanie?

Jean-Michel De WAELE*

De nombreuses analyses ont été réalisées ces derniers mois sur les transformations que connaissent certains pays socialistes. Nous avons ainsi pu suivre le développement ou – le non développement – de tentatives de « réformes » ou de « démocratisation » des sociétés socialistes sur les continents européen, asiatique, et américain.

L'Albanie est un des pays socialistes dont on parle le moins. Les études récentes sont fort rares. Pourtant, là comme ailleurs, les choses commencent à changer. Certes, on est loin des situations polonaise ou hongroise, mais il n'en demeure pas moins qu'à Tirana aussi le vent du changement s'est mis à souffler.

Notre propos est de faire le point sur les lentes évolutions en cours. Nous ne nous livrerons pas à une analyse du rejet total de la perestroïka par les dirigeants du Parti du Travail d'Albanie. Ceci nécessiterait une étude en tant que telle. Nous voudrions attirer l'attention sur les modifications qui se déroulent en Albanie sans rupture avec le passé et tout en ayant parfaitement conscience de tout ce qui reste encore en dehors du champ des changements dans ce pays. Comme nous le verrons les dirigeants annoncent des réformes dans des secteurs non négligeables. Mais il est encore trop tôt pour juger de leurs réelles mises en application et de leurs résultats. Cela oblige naturellement à une distance critique d'autant plus nécessaire que les informations en provenance d'Albanie sont rares et peu vérifiables.

La fin de l'immobilisme ne date pas de la disparition d'Hodja (11 avril 1985). Celui-ci se prononça par exemple à la fin de sa vie pour la multiplication des contacts entre son pays et le monde extérieur.

On peut noter, à l'époque, d'autres signes légers d'évolutions timides qui seront accélérées avec l'arrivée au pouvoir de R. Alia comme nouveau secrétaire général du PTA. La succession d'Hodja était une question manifestement réglée d'avance et elle se fit en douceur. « Depuis 1983, Hodja qui n'occupe aucune fonction au sein de l'appareil de l'État donne l'impression de

* *Collaborateur scientifique auprès de l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, Belgique. Colloque de l'Institut de Recherches Marxistes. Évolutions des sociétés socialistes. Enjeux, réalités, tendances.* Paris, 20-22 octobre 1989.
Revue Études internationales, volume XXI, n° 1, mars 1990

vouloir préparer sinon sa succession du moins le transfert progressif du pouvoir entre les mains de R. Alia. »¹

A — L'émergence d'un nouveau dirigeant

R. Alia est né en 1925 dans le nord du pays. Il devient secrétaire des jeunes communistes et colonel de l'armée de libération à 19 ans. Après avoir été chef de la jeunesse communiste de 1949 à 1955, il est nommé ministre de l'Éducation nationale. En 1958, il est chargé de la direction du service de la propagande du C.C. du PTA. Au 4^{ème} congrès du PTA c'est lui qui officialise la rupture avec Moscou, il entre à cette occasion au B.P. Mais ce n'est que vingt ans après (suite à l'élimination de M. Shehu) qu'Alia apparaît comme le dauphin d'E. Hodja. Il joue surtout le rôle d'idéologue du parti. On lui attribue un poids déterminant dans la relative multiplication des contacts internationaux de l'Albanie.

Dès sa nomination, Alia va réaffirmer son attachement à l'oeuvre d'Hodja: « Le camarade Hodja n'est plus parmi nous mais il nous reste de lui son oeuvre immortelle, ses sages enseignements et ses conseils, son legs théorique précieux, qui nous inspirent et nous guident à chacun de nos pas et en tout instant ». ²

Avec l'arrivée d'Alia au pouvoir, il y a passage de génération: une série d'hommes plus jeunes se voient enfin confier des responsabilités importantes. Ces changements sont facilités par la politique de rotation des cadres appliquée depuis de nombreuses années pour lutter contre le « bureaucratisme », mais aussi en raison des nombreuses purges, procès et éliminations qui eurent cours aux différents échelons du parti et du régime.³ Après la disparition de Hodja, le rythme des changements et des évolutions s'accélère donc.

B — La fin de l'autosatisfaction

En novembre 1986 (7 mois après le décès d'E. Hodja) se tient le IX^{ème} congrès du parti. Le parti confirme Alia dans son rôle de numéro un, et élit trois nouveaux membres au B.P. dont deux au moins sont connus pour leurs positions « réformatrices »: Foto Cami et Besnik Bekteshi. La veuve de Hodja, d'opinions beaucoup plus conservatrices, reste en dehors du B.P. contrairement à certains pronostics.

Le rapport de Alia au congrès est d'une autre tonalité — pour les habitudes albanaises — sans autosatisfaction systématique. Les erreurs, les

-
1. T. SCHREIBER « L'URSS et les pays de l'Est en 1983 », *Notes et Études Documentaires*. pp. 225-237, La Documentation Française, p. 226.
 2. R. ALIA, *Rapport présenté au IX^{ème} congrès du PTA*. « 8 Nentori », Tirana, 1986, 229p., p. 5.
 3. J.-M. De WAELE, « Albanie: changement et continuité » in *La revue des pays de l'Est*, ULB, 1988 n° 2, pp. 115-131.

retards, les manques sont soulignés sans complaisance même si la langue de bois n'a pas disparu: « Les réalisations de ce plan quinquennal auraient été encore plus importantes sans les difficultés créées par certains défauts et insuffisances dans l'organisation et la direction du travail, et surtout sans certaines difficultés objectives intérieures et les influences négatives de la crise économique du monde extérieur. »⁴

Reconnaître des difficultés et l'influence du monde extérieur sur le pays est déjà une réelle nouveauté pour les Albanais. Le rapport va d'ailleurs plus loin: « Des manques ont été observés dans l'approvisionnement de la population selon les objectifs du plan ». ⁵ « Il faut reconnaître que ces dernières années on a enregistré dans l'élevage une certaine régression, qui a influé aussi sur l'approvisionnement de la population en viande et autres produits animaux. »⁶ Le dirigeant albanais dépasse le cadre des critiques d'ordre économique: « L'heureuse réalisation des tâches du moment, la solution des problèmes qui surgissent de la vie même exigent une lutte encore plus intense contre les manifestations de formalisme dans le travail du parti, contre les schémas rigides et les stéréotypes dépassés. »⁷ On pourrait continuer à citer les dénonciations de la bureaucratie, du manque d'initiative, du trop grand centralisme, de la stagnation intellectuelle et artistique, etc...

Si le style et le ton évoluent à ce congrès, Alia donne à penser que les problèmes peuvent être résolus sans réformes importantes. Les rares observateurs de la vie politique albanaise conclurent: « qu'aucun bouleversement brutal ne s'est produit. C'est plutôt de lente ouverture, de modification sensible et réelle, de réforme contrôlée dont il faudrait parler. »⁸

C — Continuité et renouvellement dans les organismes dirigeants

À l'occasion de la première réunion du parlement, suite aux élections législatives du mois de février 1987, une rotation significative s'opère au sein du personnel politique du PTA: « Sur 250 députés, 32 % sont élus pour la première fois et 42.8 % ont entre 41 et 60 ans. »⁹

Plusieurs priorités semblent dominer ce renouvellement des responsables: une volonté de rajeunissement, de nommer des cadres mieux formés et plus compétents. La division en deux du ministère de l'Industrie légère et de l'Alimentation a pour objectif de donner plus de poids aux produits de consommation; attention nouvelle en Albanie pour un secteur jugé secondaire jusqu'ici.

4. R. ALIA, *op. cit.* p. 21.

5. R. ALIA, *op. cit.* p. 22.

6. R. ALIA, *op. cit.* p. 33.

7. R. ALIA, *op. cit.* p. 82.

8. J.-M. De WAELE, *op. cit.* p. 116.

9. L. ZANGA, « Governmental Changes in Albania ». in *Radio Free Europe Research*. 13-3-1987 p. 1.

Les changements au B.P. et dans l'organisation de divers secteurs de l'État sont nombreux comme le note le commentateur de Radio Free Europe lui-même, suite à ces élections: « Les changements dans le gouvernement albanais et certains secteurs importants de l'État et du parti sont substantiels. Les traits marquants de ces changements sont le rejuvenissement continu du corps administratif et les connaissances en matières économiques des nouveaux officiels. »¹⁰

D — Une économie en difficulté

Ces modifications sont dues en grande partie à la situation économique de plus en plus difficile de l'Albanie. Sans rentrer dans une fine analyse de la situation économique de ce pays notons que la croissance économique s'es-souffle depuis le début des années 1980: « C'est ainsi que l'ensemble des objectifs du quinquennat 1981-1985 n'ont été exécutés en moyenne qu'à 50 % et que la décélération de la croissance économique est nettement accentuée, passant d'une progression annuelle moyenne de 4.3 % pour la période de 1976-1980 à 3 % durant les années 1981-1985 ». ¹¹ L'appareil industriel est tout a fait obsolète, la productivité semble aussi faible que l'absentéisme élevé, la consommation d'énergie dans la production est beaucoup trop élevée: « les cimenteries fonctionnent selon des procédés dépassés qui leur font consommer deux fois trop d'énergie. »¹²

En 1989 le journal *Zerit I Popullit* estime que dans le bâtiment « seulement 3 % à 4 % des travaux sont effectués par des engins, les équipements existants étant pratiquement inutilisés. »¹³ Les lenteurs bureaucratiques bloquent les améliorations technologiques: sur 19 études commandées à différents ministères en 1985, seules 9 ont vu le jour avec grand retard ou encore au complexe sidérurgique d'Elbassan où 400 suggestions visant à améliorer le processus de production sont restées « dans les tiroirs des bureaucrates. »¹⁴ Si la situation est difficile dans l'industrie elle est alarmante dans l'agriculture.

10. L. ZANGA *op. cit.* p. 3.

11. E. LHOMEL, *Albanie 1986-1990: vers plus de réalisme?*, La Documentation Française n° 316, mars 1987, p. 75.

12. E. LHOMEL, *L'URSS et les pays de l'Est en 1986*, Notes et Études documentaires, La Documentation Française p. 217.

13. A. GIACCOBAZZI, « L'Albanie en quête d'approches nouvelles », *La Nouvelle Revue Internationale*, n° 7, juillet 1989, p. 36.

14. E. LHOMEL « L'économie albanaise en 1985 », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 307, juin 1986, p. 57.

E — Une situation agricole catastrophique

La situation dans ce secteur s'est fortement dégradée. Une sécheresse prolongée et des erreurs d'orientation ont mis le pays devant de grandes difficultés dans un secteur qui emploie encore 60 % de la population. « Des sources occidentales affirment que le rationnement de la viande aurait été instauré en 1986, chaque foyer ayant droit à deux kilos de viande par semaine (...). »¹⁵

Ces difficultés ont été confirmées par des officiels albanais. En janvier 1989, à la réunion de l'Assemblée nationale il fut souligné que: « Dans l'agriculture il y a eu des conséquences dans le maïs, le sucre, le tabac, les pommes de terre, le coton, les haricots. (...) Dans certains cas, l'approvisionnement de la population devient plus problématique (...) On fut obligé d'importer de plus larges quantités de certaines nourritures que celles prévues par le plan. »¹⁶

L'économie albanaise connaît depuis le début des années 80 des difficultés grandissantes qui commencent comme nous le verrons à inquiéter fortement le parti. La seule solution pour faire rattraper à l'économie son retard est d'acheter des technologies à l'extérieur.

Or pour ce faire il faut augmenter et de beaucoup les exportations. Mais les ventes à l'étranger de produits albanais (surtout du pétrole et du chrome) n'augmentent pas suffisamment du fait même du grand vieillissement des industries du pays. (Des sources yougoslaves ayant estimé à titre indicatif que la modernisation de l'infrastructure industrielle exigerait des investissements et des achats de technologie d'un montant de 2.5 milliards de \$. De plus un article de la constitution albanaise de 1976 interdit tout endettement du pays ce qui ne facilitera pas sa modernisation).

F — Sortir de l'isolement: un impératif économique

Les dirigeants albanais ont pris conscience qu'ils doivent sortir de leur isolement pour augmenter leurs échanges dans tous les domaines. Ainsi un des changements importants constatés ces dernières années est une ouverture progressive au monde. En 1987, l'Albanie entretenait des relations avec 105 pays contre 74 en 1975. Les relations se sont nettement améliorées avec la Grèce¹⁷, l'Italie¹⁸, l'Autriche, l'Espagne, la Suède, la Turquie etc... Les

15. E. LHOMEL « L'URSS et les pays de l'Est en 1987 ». *Notes et Études Documentaires*, La Documentation Française p. 204.

16. BBC SWB: *Meeting of Albanian Assembly*, 6-1-1989, special supplement EE/0351 C/1.

17. Les échanges avec ce pays se sont nettement améliorés après l'annonce par Athènes de la « fin de l'état de guerre » théoriquement toujours en vigueur entre les deux pays. De nombreux échanges de ministres, d'hommes d'affaires et artistes ont eu lieu.

18. Lire à ce propos L. ZANGA, « An End to the Italian-Albanian Impasse? », *Radio Free Europe Research*, 17-2-1989, 4p.

relations avec la France se sont aussi améliorées après la visite de J.M. Baylet, secrétaire d'État au Quai d'Orsay en septembre 1985 qui constituait la première visite d'un membre du gouvernement français depuis 1946. C'est dire d'où l'on vient...¹⁹ En mars 1989 une première réunion de la commission mixte de coopération franco-albanaise s'est tenue à Paris quelque temps avant la première visite d'un ministre des Affaires étrangères albanais en France.

Si l'Albanie n'a toujours aucune relation officielle avec l'URSS²⁰, les USA ou la Grande-Bretagne²¹, elle a noué des relations diplomatiques avec la RFA²² le 2-10-87 qui furent suivies d'une visite de H. D. Genscher, ministre des Affaires étrangères. Pour ce qui est des relations économiques avec les pays socialistes²³ – URSS excepté – il faut noter que l'Albanie y réalise plus de 50 % de son commerce extérieur notamment avec la Tchécoslovaquie²⁴ et la Bulgarie.²⁵

Enfin, O. Fischer ministre des Affaires étrangères de la RDA s'est rendu en Albanie du 20 au 22 juin 1989. C'était la première visite d'un ministre des Affaires étrangères d'un pays socialiste depuis les années 60. Pour clôturer cette visite les dirigeants des deux pays estimèrent qu'il y a « une unanimité de vues dans toutes les questions essentielles de détente, du désarmement, et de la garantie de la paix. »²⁶ De nombreux gestes ont été faits de part et d'autre durant cette visite.²⁷

-
19. Pourtant la France avait été le pays où des dirigeants communistes albanais tels que Hodja ou M. Shehu se formèrent aux idéaux révolutionnaires.
 20. J.-M. De WAELE, *op. cit.* p. 127. À cela il faut ajouter que les violentes critiques albanaïses sur la perestroïka comme le « soutien » soviétique aux thèses yougoslaves (en tout cas serbes) dans les affrontements au Kosovo n'arrangent en rien les relations entre l'URSS et l'Albanie.
 21. Le contentieux avec Londres date de la Seconde Guerre mondiale. L'ancien régime albanais devant l'invasion mussolinienne avait déposé son or pour le protéger dans les coffres britanniques. Tirana réclame depuis son or en vain. On est confronté à un problème épineux de droit international. Des négociations seraient néanmoins en cours.
 22. Le contentieux portait sur des réparations que réclamait Tirana aux Allemands pour les destructions et les pillages occasionnés par les nazis. L'accord ne comporterait pas de telles réparations mais Tirana recevrait une aide économique de Bonn.
 23. La RDA est le premier pays socialiste à réinstaller son ambassade à Tirana. Sofia et Budapest ont suivi six mois plus tard.
 24. La Tchécoslovaquie a proposé le 9 septembre 1989 de rétablir les relations au niveau des ambassadeurs. La déclaration affirme que le gouvernement tchécoslovaque pense que le niveau de la représentation diplomatique, décidé en 1961 sur la base d'une décision tchécoslovaque constitue un état anormal. Le maintien d'un pareil État n'aide pas le développement des relations réciproques et par conséquent la partie tchécoslovaque considère la décision de l'année 1961 invalable. » *Bulletin de l'A.T.A.* n° 75, 6-9 septembre 1989.
 25. Voir E. LHOMEL « L'URSS et les pays de l'Est en 1988 », *La Documentation Française*. p. 248. « En 1987, pour la première fois, Tirana a activement participé aux foires commerciales internationales organisées par ces deux pays ».
 26. Correspondance de politique étrangère n° 20-1989 Publiée par le ministère des Affaires étrangères de la RDA.
 27. C'est ainsi que O. Fischer a déposé une gerbe de fleurs sur la tombe d'Hodja et que les Albanais n'ont fait aucune déclaration qui aurait pu gêner leur invité.

Alia déclarait: « L'Albanie et la RDA édifient le socialisme dans les conditions spécifiques en présence dans leur pays respectif et suivent, ce faisant les voies spécifiques conformes à ces conditions. Les buts néanmoins sont identiques (...) de même que les conceptions sont identiques concernant les questions fondamentales de notre époque ». ²⁸ Il faut être aveugle pour ne pas constater les évolutions. ²⁹

Les observateurs ont aussi noté le regain de vigueur de la diplomatie albanaise tant à l'ONU que dans le cadre des réunions interbalkaniques. Il y eut même une réunion des vice-ministres des Affaires étrangères des pays balkaniques à Tirana du 18 au 20 janvier 1989. Il y a bien longtemps que réunion internationale de pareille importance n'avait eut lieu dans cette ville. Auparavant Tirana refusait de participer à ce genre de rencontre qu'elle estimait manipulée par les « deux superpuissances ».

Enfin signalons l'étonnante visite privée, en août 1989, de mère Teresa pour se rendre sur la tombe de ses parents. Ceci dans le seul pays au monde où toute religion est interdite par la loi! Le prix Nobel de la paix rencontra le ministre des Affaires étrangères et la veuve d'Hodja qui a « apprécié l'activité de mère Teresa, qui s'est dévouée pendant 60 ans aux gens pauvres, malades, affamés et abandonnés. C'est là, a-t-elle dit, une activité considérable et honorable. Nous respectons cette activité humaine que vous déployez de toute votre âme et nous vous en félicitons. » ³⁰ Il est trop tôt pour connaître les suites de ce voyage pour le moins particulier. ³¹ Néanmoins on remarquera que les Albanais ne se sont pas crus obligés de répéter pour l'occasion leurs attaques virulentes contre le Vatican. Ce type de « diplomatie » est aussi une pratique nouvelle.

G — Nouvelle impulsion aux changements

Dans un premier temps, les dirigeants albanais donnaient l'impression de croire que les appels à une augmentation de la discipline et à une gestion plus moderne ou le rajeunissement des cadres, suffiraient pour faire sortir le pays de ses difficultés. Or la situation ne s'est pas améliorée. Elle atteindrait même pour certains secteurs des niveaux inquiétants. À partir de la fin 1988 et toute cette année 1989 une série d'autres mesures et prises de positions fort spectaculaires pour l'Albanie furent prises quand on se rappelle les discours purs et durs tenus pendant longtemps par les dirigeants albanais. Le secteur agricole et le domaine culturel ont été les plus concernés.

Au début février 1989 s'est tenu un plénum du Comité central consacré à l'agriculture. Alia dressa un bilan négatif de la situation agricole. « Pendant

28. Correspondance de politique étrangère, *op. cit.*

29. Lire aussi L. ZANGA, *Radio Free Europe*, 28-6-1989: « East German-Albanian Relations ».

30. *Bulletin de l'Agence télégraphique albanaise* (ATA), n° 69 du 16-19 août 1989.

31. Il y a au moins un sujet sur lequel mère Teresa et les dirigeants albanais n'auront eu aucun mal à se mettre d'accord: c'est l'interdiction de l'avortement et des moyens contraceptifs.

ce quinquennat, à l'exception du blé et du coton, les rendements des autres plantes et la productivité dans l'élevage n'ont pas fait de pas en avant ou accompli de petits pas. »³²

Il note aussi que « exception faite de la force ouvrière et du nombre du cheptel, presque toute la base matérielle technique au service de l'agriculture est restée au niveau de 1980 ». ³³ Dans son état des lieux le premier secrétaire lança un avertissement particulièrement alarmant pour le régime. C'est sans doute la première fois qu'un dirigeant albanais tient publiquement ce genre de discours : « Nous devons être conscients du fait que si cette situation continue dans l'agriculture, elle finira par produire des effets politiques néfastes ». ³⁴

Le plénum annoncera des mesures globales pour réformer l'agriculture : « La production agricole ne peut pas progresser en adoptant des mesures partielles concernant uniquement certains de ses aspects (...). Les changements que nous proposons sont étroitement liés entre eux. Chaque mesure appuie et consolide une autre mesure. » ³⁵

Les décisions sont originales dans le contexte albanais et rappelle beaucoup celles expérimentées dans d'autres pays socialistes : Plus grande autonomie de gestion, intéressement matériel, et démocratisation. Une des décisions prises par ce plénum sera de donner une plus grande responsabilité aux coopératives : « On ne peut pas stimuler l'esprit d'initiative de la paysannerie et accroître la production si l'on ne reconnaît pas aux coopératives agricoles un plus vaste champ d'action dans le domaine de la planification. » ³⁶

De même une importante réorganisation du système de rémunération est prévue : « La rémunération est l'aspect le plus important de ces rapports. (...) le mécanisme actuellement en vigueur permet des nivellements et laisse la voie ouverte à des rémunérations non méritées (...) il est indispensable d'établir une forme de rémunération qui doit viser à n'accorder aucun avantage à ceux qui ne fournissent pas un travail et à ne pas rester en reste envers les travailleurs d'avant-garde. » ³⁷ La presse va par la suite publier de nombreux articles expliquant les avantages des stimulants matériels. ³⁸

H — La démocratisation

L'aspect le plus novateur de cet important plénum est celui qui concerne la démocratisation de certains processus de décisions : « Aussi le projet de

32. R. Alia discours au 7 plénum du C.C. du P.T.A. : « Le dynamisme des rapports économiques et l'harmonisation des facteurs matériels servent à garantir la réalisation des objectifs dans l'agriculture » dans « *L'Albanie nouvelle* », n° 1, 1989, p. 2-9.

33. R. ALIA, *op. cit.* p. 2.

34. R. ALIA, *op. cit.* p. 4.

35. *Idem.*

36. *Idem. ibid.*

37. R. ALIA, *op. cit.* p. 5.

38. Voir par exemple N. DUMANI : « Le perfectionnement des formes de perfectionnement dans l'agriculture », *L'Albanie aujourd'hui*, n° 105 n° 2, 1989, pp. 30-31.

résolution prévoit une série de mesures visant à stimuler l'initiative et l'autoagissement révolutionnaires des travailleurs (...) Partant de ces principes, on a justement proposé d'accorder de plus vastes compétences à la base dans le domaine de la planification, (...) et de la nomination de cadre. (...) La vie elle-même nous a enseigné que la gestion centralisée de l'économie ne peut pas garantir les résultats escomptés sans l'esprit d'initiative d'en bas. Le centralisme démocratique se transforme en centralisme bureaucratique si l'on n'élargit pas continuellement la participation des masses à l'administration du patrimoine social et au gouvernement du pays. »³⁹

Comparaison n'est pas raison mais après la lecture de ces textes – largement expliqués par la presse – on ne pourra s'empêcher de faire des rapprochements avec le type de mesures prises par certains pays socialistes confrontés à des problèmes de même nature. Il reste aussi à examiner si ces annonces dépasseront le stade des intentions.

À la suite de ce plénum il y eut des changements importants dans l'organisation des organes dirigeants tant au niveau du parti que du gouvernement. Notons par exemple que le jeune économiste « réformateur » B. Bekteshi cumulera le poste de ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, c'est-à-dire trois secteurs clés pour le pays. Les jeunes technocrates prennent le pas sur les idéologues.

I — Élévation du niveau de vie

Depuis le IX^{ème} congrès du parti l'attention portée à l'élévation du niveau de vie de la population est également un thème nouveau dans la politique albanaise.⁴⁰ Pour E. Lhomel « jamais depuis 40 ans le secrétaire général du PTA ne s'était autant étendu sur la nécessité d'améliorer le niveau de vie de la population ». ⁴¹ Le mécontentement de celle-ci doit se faire ressentir de plus en plus clairement. Les dirigeants semblent en tout cas conscients des risques d'une stagnation du niveau de vie particulièrement à la campagne où il reste très bas: « Dans le domaine du niveau de vie, les campagnes continueront d'avoir la priorité, le revenu réel par habitant devant y être majoré de 10 à 12 % de 1986 à 1990 contre 4 à 6 % dans les villes. L'objectif d'assurer la distribution d'eau potable en abondante quantité à tous les villages et centres habités grâce à une action à l'échelle nationale » qui exigera la construction d'aqueducs pour 1.200 villages, (...) en dit long sur la médiocrité des conditions de vie dans les campagnes. »⁴² Reste aussi à observer si les dirigeants albanais dépasseront le stade des proclamations.

39. R. ALIA, *op. cit.* p. 5.

40. Voir par exemple l'article d'*Albanie nouvelle*, n° 1, 1989, pp. 22-24, résumant un discours de N. Gjyzari, président de la commission du plan de l'État.

41. E. LHOMEL, p. 60, *L'économie albanaise en 1986*: « Le recentrage », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 320, juillet-août 1987, pp. 57-64.

42. E. LHOMEL, « Albanie 1986/1990: Vers plus de réalisme? » *Le courrier des pays de l'Est*, n° 316, mars 1987, p. 78.

J — Appel au renouvellement dans le domaine culturel

Les changements en cours ne touchent pas que les secteurs économiques. Si idéologiquement, il n'y a aucune trace d'une remise en question ni sur les prises de positions du passé ni au niveau théorique où le marxisme léninisme reste le « guide du parti », au niveau culturel par contre les évolutions sont loin d'être négligeables. Dans ce domaine les dirigeants permettent même pour la première fois des débats ouverts et publics entre intellectuels albanais.

C'est l'idéologue du parti, F. Cami, de plus en plus présent et intervenant ces derniers temps sur tous les sujets délicats qui mène l'offensive pour un renouvellement dans le domaine culturel avec l'aide d'un certain nombre d'artistes et d'intellectuels dont le plus célèbre est certainement l'écrivain I. Kadare. Déjà en 1986 F. Cami fit, lors d'une rencontre avec les intellectuels et les artistes, un long plaidoyer pour « une nouvelle approche dans les arts ». Si la médiocrité de la production artistique avait déjà fait l'objet de critiques, le discours de Cami va plus loin. Il appelle les artistes à ne pas craindre de faire des erreurs.⁴³ Il dénonce le peu de grandes oeuvres nouvelles et originales de ces dernières années. La production ayant plutôt été marquée par des vues préconçues de la réalité et des clichés démodés et pour sa médiocrité, sa superficialité et le manque de vraie valeur artistique.⁴⁴ Des exemples concrets sont cités comme: La vulgarité du concert du Nouvel An et le vide des salles de théâtre, de cinéma etc... Tout le discours est un appel aux artistes pour qu'ils osent à nouveau faire preuve d'originalité et pour des changements « dans le fond et dans la forme ». ⁴⁵ Cami essaye de faire oublier les violentes critiques contre K. Kosta, écrivain dont une « nouvelle » fut attaquée par la presse pour « erreurs inacceptables ». Il semble que cet épisode consterna les intellectuels.

Comme nous avons déjà pu le constater pour d'autres questions les réformes se sont approfondies. Les premières mesures prises dans la foulée du IX^{ème} congrès ne parvenant pas à changer la situation de façon tangible, des mesures plus radicales sont prises dans l'agriculture. Un processus semblable s'est déroulé pour le domaine culturel qui se trouve manifestement lui aussi touché par les changements.

K — Une réunion spectaculaire: les intellectuels débattent en public

Pour preuve l'importante session plénière de l'union des écrivains qui s'est tenue en mai 1989 où les écrivains libéraux ont marqué des points contre les conservateurs. La presse a rendu compte des débats assez virulents

43. Voir L. ZANGA, « Albanian politburo member calls for fresh approach in the arts », *Radio Free Europe*, 31-3-1986.

44. L. ZANGA, *op. cit.*

45. L. ZANGA, *op. cit.*

qui se sont déroulés entre Kadare, chef de file des libéraux⁴⁶, et K. Bihiku, critique littéraire et écrivain de tendance conservatrice.⁴⁷ Kadare critiquant violemment un ouvrage de Bihiku: « Seulement trois pages des 260 que contient le livre sont consacrées à l'ancienne littérature albanaise. (...) Je dois dire que chacun de nous a plus de place dans ce livre que 300 ans de vieille littérature albanaise. Comment est-ce possible que cela n'ait pas été critiqué et même ait été traduit ». ⁴⁸ Bihiku estimant que la vieille littérature comportait trop de thèmes religieux et il conclut: « Je trouve totalement faux que nous devions accorder plus de temps à l'école à l'étude de la vieille littérature à la place du réalisme socialiste. Cela est inacceptable. De telles choses signifient avilir consciemment notre littérature socialiste. » ⁴⁹

Pour un pays où l'absence de divergence publique faisait la fierté du régime, ce plénum est tout à fait sensationnel car outre que pour la première fois de tels débats sont rendus publics, des appels ont été lancés de la tribune pour une plus grande émancipation de la société et pour des débats plus ouverts. Enfin la présence et la prise de parole de K. Kosta, l'écrivain tellement critiqué il y a quelque temps, ajoute encore au spectaculaire de la réunion. Si beaucoup de choses paraissent donc évoluer il y a des domaines qui sont jusqu'à présent restés en dehors de tout changement. Le respect des droits de l'homme restent fort malheureusement de ceux-là. ⁵⁰

L — Différences d'appréciation au sommet

Ces évolutions suscitent, comme dans d'autres pays socialistes, des désaccords, des blocages et des résistances. Pour Schreiber: « On observe également les signes d'un débat, plus ou moins bien dissimulé au sein de la direction, entre les représentants de deux tendances qui sans être opposés ni sans constituer des factions organisées, semblent toutefois faire des analyses différentes de la situation du pays. » ⁵¹

Du côté des « réformateurs » on trouve Alia, A. Carcani, premier ministre, B. Bekteshi, membre du B.P. et chargé du secteur économique, H. Iasi, membre du B.P. et ministre de l'Intérieur, et F. Cami, membre du B.P. et chargé de l'idéologie. Du côté des « orthodoxes » il y a L. Cuko, R. Marko, S. Stefani qui occupent de hautes fonctions dans l'appareil du parti et de l'État. Leur chef de file est, la veuve d'Enver Hodja: Nexhimije Hodja. Les réforma-

46. Cela fait de nombreuses années que Kadare mène ce combat. Ses relations avec le régime ont connu des hauts et des bas. Pour le moment il joue un grand rôle dans la lutte pour le renouvellement de l'art en Albanie et il est appuyé par les autorités. Il a été élu à l'Académie des sciences en mars 1989.

47. L. ZANGA, « Significant albanian cultural plenum », *Radio Free Europe*, 19-5-89.

48. L. ZANGA, *op. cit.*

49. L. ZANGA, *op. cit.*

50. Voir le rapport d'Amnesty International « Albanie: L'emprisonnement politique », EFAI 1984, Paris, 69p.

51. T. SCHREIBER, L'URSS et les pays de l'Est, 1988, p. 239, *Notes et Études documentaires*, La Documentation Française, pp. 239-249.

teurs voient manifestement leur pouvoir se renforcer. Ils semblent de moins en moins bien accepter les blocages de certains cadres. Ainsi R. Alia dénonce de plus en plus souvent la monopolisation du pouvoir par certains cadres responsables qui s'opposent au déploiement des initiatives, les manifestations de la bureaucratie, l'absence de hautes qualités morales dans une partie de l'appareil du parti.

Il est peu probable que les mesures prises jusqu'ici suffisent à résoudre les nombreux problèmes du pays. D'autres changements s'imposeront qui risquent de rendre de plus en plus la situation politique. Devant l'urgence de la situation rien ne garantit que les réformateurs garderont longtemps leur patience actuelle!

M — Conclusion

Il est indéniable que depuis quelques années l'Albanie connaît — sous la pression de nombreuses difficultés économiques — des évolutions significatives. Celles-ci sont beaucoup plus modestes que dans d'autres pays socialistes. Mais il nous faut relativiser et estimer le point de départ de chacun. L'Albanie est restée quasi coupée du monde pendant de longues années et pour ce type de régime les premiers pas vers un changement sont sans doute ceux qui coûtent le plus.

Néanmoins, il y a de nombreux points communs entre l'évolution de l'Albanie et des autres pays socialistes dans la recherche de nouvelles voies: démocratisation, souci de meilleure gestion, lutte d'intellectuels pour une plus grande liberté d'expression, lutte contre la bureaucratie, etc... Mais les différences ne sont pas négligeables non plus: Outre l'absence de progrès dans le domaine des droits de l'homme, les événements d'URSS pèsent moins sur Tirana que sur Berlin ou Prague. De plus tout le processus poursuivi jusqu'ici s'est fait sans aucune rupture par rapport au passé. Le régime ne remet rien en cause de son histoire.

C'est sans doute un des principaux défis des dirigeants albanais. Comment faire évoluer un régime dont les fondations idéologiques n'ont plus bougé depuis plus de quarante ans? Comment garder son image de pureté tout en s'adaptant aux nouvelles exigences de l'époque?

Le pays pourra-t-il maintenir longtemps des règles aussi contraignantes que l'interdiction du recours au crédit ou le refus de toutes relations avec les deux grandes puissances? Enfin les évolutions constatées sont trop fragiles et récentes pour ne pas risquer un retour en arrière ou un total blocage. Rien ne permet de garantir un caractère linéaire à ces changements.

L'édifice idéologique qui sert à légitimer le régime est devenu tellement fragile que la remise en cause d'un seul élément risque de provoquer l'effondrement de l'ensemble. À ne pas évoluer pendant quarante ans on se retrouve immanquablement devant des blocages qui semblent insurmontables. La voie des réformes est là comme ailleurs bien étroite.

[Octobre 1989]